

IELS M'ONT TRAITÉ DE
DOMINAAAANT



Importance de la non-mixité en milieu militant

Le sexisme, le racisme, les LGBTIQAPhobies¹ et autres oppressions sont combattues par un partie du milieu militant dans la « société ». Pourtant un phénomène étrange se produit souvent : lorsque ces oppressions sont dénoncées et affrontées au sein du milieu par les personnes concernées, ielles se retrouvent souvent confronté·e·s à un mur d'incompréhension ou pire, de rejet et de silencia-tion. Pour la compréhension des termes spécifiques, se référer au lexique de la page 3.

Aussi dans ce numéro :

AVORTEMENT

Contre manif
« 6^e marche pour la vie »

HUMOUR MILITANT

Un humour non-oppressif

HONDURAS

Militant·e·s assassiné·e·s

MIGRATION

Collectif Jean Dutoit

Collectif R

TECHNOLOGIE

Biologie de synthèse

SQUATS

Judiciaire : le cas clair

Collectif de l'Avenir /
Videnges / Yes! / la Comète

Milieu militant et sexisme ne sont de loin pas incompatibles, qu'il s'agisse de détails ou de violences, le sexisme s'infiltrer et s'épanouit partout. Le milieu militant semble s'accorder sur les ennemis numéro 1, les flics et les fachos. Si les flics et les fachos sont nos ennemis, ils n'ont pas le monopole de l'oppressur·euse. Qu'implique cette « pseudo unité d'ennemi » qui nous réunirait toustes ? Elle implique que les personnes opprimé·e·s qui dénoncent des actes/paroles sexistes sont silencie·e·s : pas de chance, si ces comportements problématiques ne viennent pas d'un flic ou d'un fachos, la rage est irrecevable, vous ne serez pas écouté·e·s parce que vous vous êtes trompé·e·s d'ennemi·e·s.

Quand on n'est pas un mec-cisgenre, on n'a pas le droit à l'erreur, pas en tant que militant·e et encore moins en tant que féministe. On n'a pas le droit d'être « moyen·ne ». Pour pouvoir faire quelque chose, il faut se battre pour gagner sa place : on doit constamment montrer qu'on est légitime à faire ce qu'on fait. On ne peut pas essayer de visser des trucs sans se choper une remarque paternaliste, il faut jouer des coudes en jam pour pouvoir atteindre la batterie (et on a intérêt à savoir vraiment bien jouer si on veut échapper aux sourires condescendants), chopper le mégaphone en manif devient une performance, prendre la parole dans une discussion mérite des applaudissements, tout comme bosser en chantier, tandis que passer du temps en milieu festif sans se faire agresser sous pré-texte de dragage semble être impossible.

On a envie d'explorer d'autres manières de lutter pour permettre à tous et toutes de le faire à sa façon. Les valeurs virilistes, la force ou la violence, ne sont pas les seules réponses possibles, ça ne veut pas dire qu'elles sont fondamentalement mauvaises, mais laissons à chacun·e la possibilité d'user ou non de violence sans rapporter cela à son genre, sans valoriser l'un ou l'autre, on fait ce qu'on peut. Il est d'ailleurs marrant de remarquer au passage que toutes les caractéristiques considérées comme « masculines » dans notre société sont valorisées, alors que celles considérées comme féminines ne sont pas reconnues. On s'extasie sur les black blocks, mais souvent personne ne pense à qui a fait la bouffe qu'on sert à la fin de la manif ? En gros si vous voulez être de bon·ne·s militant·e·s soyez un mec ! Et si vous pouvez pas, qu'importe la raison, vous n'avez pas votre place dans les divers milieux militants. Mais attention, si vous utilisez la rage ou la violence pour dénoncer le sexisme ou l'homophobie, vous ne serez pas légitimes (vous vous êtes trompé·e·s d'ennemi·e·s, rappelez vous) et avec un peu de chance, vous serez la nouvelle hystérique de service. Alors, bien sûr qu'il y a des exceptions, des personnes qui essaient de ne pas perpétuer ces schémas, qui ne les cautionnent pas, mais ici c'est un système, une structure oppressive que nous dénonçons et pas des personnes, d'où le fait que nous utilisons des généralités (tirées de nos vécus, quand même). En réponse aux oppressions ordinaires que nous subissons tous les jours, des groupes non-mixtes se créent.

...suite en page 2 et 3

... suite p. 1, (Importance de la non mixité en milieu militant)

Tout d'abord pour remettre en question la «déconstruction spontanée». Mais oui, ce truc qui fait qu'en milieu militant personne n'est raciste, transphobe, validiste, lesbophobe ou sexiste etc. Comme si dès qu'on franchissait la porte du militantisme on abandonnait ses privilèges et ses comportements oppressifs sur le seuil. Au cas où, ceci est une légende (une de plus!). On sait que la silenciation a été efficace mais non, les milieux ne sont pas épargnés par le sexisme et la transphobie. Comment peut-on militer ensemble si nous sommes opprimé·e·s par des allié·e·s en carton ?

On a besoin d'espaces dans lesquels on se sente bien, on a besoin de pouvoir retrouver la parole qui nous est confisquée, on a besoin d'espace où on puisse trouver du soutien, où on est entendu·e·s, où on peut exprimer son genre sans être menacé·e.

Les groupes non-mixtes ont pour but notamment de réunir les opprimé·e·s, de reprendre son souffle si besoin est et d'organiser nos luttes.

Nous, qui écrivons cet article, vivons en non-mixité. Notre cadre est ouvert au meufs, aux gouines, aux trans. Les oppressions que nous subissons viennent du même oppresseur, le mec cisgenre, et sont connectées au sexisme : c'est cette expérience du sexisme au quotidien sous diverses formes qui nous rassemble. Et toustes, meufs, gouines, personnes trans nous subissons chaque jour. La non-mixité permet de se rapprocher de la safe-attitude. Notre but est de se solidariser avec les personnes opprimé·e·s, de se questionner, de se déconstruire par des discussions et par l'expérience du quotidien. C'est l'envie de créer un lieu refuge, un lieu de rassemblement des luttes pour aussi se donner la force de militer contre autre chose, pour ne pas se laisser happer par la pression quant à la performance-militante, pour réorienter les luttes vers ce qui nous touche, se réapproprier le politique, tout simplement faire entendre notre voix trop de fois étouffée. Vivre en non-mixité ou faire des activités en non-mixité est une action anti-patriarcale!

Un groupe non-mixte est politique en lui même. Des personnes opprimées qui se réunissent, luttent ensemble et occupent des espaces sont, du fait de la non-mixité, dans une démarche politique, militante, contestataire, subversive et révolutionnaire. Que ce soit contre le patriarcat, la blanchitude, l'hétéronormativité ou tout cela ensemble, la non-mixité ne se construit pas qu'en opposition à des oppresseurs : c'est la racine des luttes des opprimé·e·s par et pour les opprimé·e·s.

La non-mixité a permis à certain·e·s d'entre nou·e·s de vivre/explorer la non-binarité de nos genres en dehors des normes binaires et hétérocissexistes qui s'épanouissent en société comme en milieu militant. Elle nous a permis de



lutter contre la censure et l'autocensure qui s'abat sur nous lorsqu'on dénonce les oppressions que nou·e·s subissons au quotidien. Elle nous a permis de prendre des forces, de s'armer pour contre-attaquer face aux violences dont nous sommes victimes.

Bien sûr la non-mixité n'est pas une baguette magique qui fait disparaître les privilèges : on n'est pas à l'abri de reproduire des comportements et des schémas oppressifs même au sein d'un groupe non-mixte. Mais pas besoin d'avoir son doctorat en étude féministe pour être légitime à entrer dans/créer des groupes non-mixtes. Nous avons notre vécu d'opprimé·e·s, c'est ce qui nous rassemble et il vaut mieux pour comprendre l'oppression que mille livres. Pourquoi refuser des cismec « totalement déconstruits » et « safe » alors qu'on inclut des personnes oppressives ? Parce que franchir la porte du militantisme ne suffit pas pour avoir un comportement safe, parce que la déconstruction spontanée n'existe pas. Parce que nous ne sommes pas parfait·e·s et parce qu'avant tout on est victime d'un même système révolt-

ant. Il est important de créer d'autres groupes non-mixtes, pour échanger et s'apprendre les un·e·s les autres à lutter ensemble contre les politiques d'austérité, le racisme ordinaire, l'expérimentation animale, les OGM, l'élitisme... sans être opprimé·e·s par nos compagnon·ne·s de lutte. Pour, aussi, pouvoir écouter Rihanna tranquillement et analyser son dernier clip, American Oxygen, qui dénonce les violences policières contre les personnes racisées aux Etats-Unis sans être moins militant·e pour autant. Parce que celleux qui peuvent pas lancer des pavés peuvent chanter avec nou·e·s, et que nos voix si longtemps silencieuses vont bientôt résonner fort. **Patriarcat, tu nous auras pas !**

Collectif la Comète

Blanchitude: Le privilège blanc, la domination des personnes blanches sur les personnes non-blanches.

Cisgenre: personne qui est du même genre que celui qu'on lui a assigné à la naissance. Ce sont les personnes qui ne sont pas transgenres.

suite du lexique page 3 ...

Silenciation

Lorsque des personnes disent des trucs que vous avez pas envie qu'ielles disent, vous pouvez 1) ne pas les écouter ou 2) les silencier. Silencier une personne ou un groupe de personnes ce n'est pas seulement couper la parole, ou empêcher la/les personne/s de s'exprimer. C'est aussi les empêcher d'être entendues en les isolant. Par exemple une personne privilégié·e parlant à une autre personne non privilégié·e : « Ah oui, je connais tel groupe non-mixte de personnes opprimé·e·s qui essaie de combattre

son oppression. Mais attention, toi qui est aussi concerné·e par cette oppression, je te déconseille d'aller essayer de partager ton vécu d'opprimé·e avec ces personnes car ielles sont [insérer une oppression perpétuée par le reste du monde et sans doute par la personne qui parle] ». Ainsi, les opprimé·e·s le restent et sont divisé·e·s tandis que les dominants maîtrisent la parole. C'est un peu la même technique utilisée par les médias pour garder le contrôle sur l'information : décrédibiliser celleux qui réagissent.

Cas clair, la nouvelle arme des propriétaires !

Une belle invention, plutôt récente, vient encourager les propriétaires à se courber un peu plus sur leurs biens immobiliers ! Hourra, le cas clair s'imisce dans la code de procédure civil (CPC), les squatteur·euse·s vont pouvoir être mis dehors en deux temps, trois courriers !

Que nous décrivent à ce propos ces quelques alinéas, rassemblés dans le CPC à l'article 257 ? Que « le tribunal admet l'application de la procédure sommaire lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- a. L'état de fait n'est pas litigieux ou est susceptible d'être immédiatement prouvé ;
- b. La situation juridique est claire.

Cette procédure est exclue lorsque l'affaire est soumise à la maxime d'office. Le tribunal n'entre pas en matière sur la requête lorsque cette procédure ne peut être appliquée. »

Une procédure sommaire – si elle est acceptée par l'instance juridique – sous-entend qu'aucune conciliation n'aura lieu. Pas de possibilité de négocier, seulement des courriers procéduraux permettant des décisions rapides avec une expulsion directe à la clé.

Au niveau procédural, voilà l'une des manières dont ça peut se passer :

1. Le/la propriétaire porte plainte contre le collectif d'occupation.

2. Les occupant·e·s reçoivent du Tribunal d'arrondissement de Lausanne une copie du dossier monté contre eux·elles. Il contient une « requête en protection des cas clairs » et un « bordereau de pièces ». La requête contient les arguments de la partie plaignante qui justifieraient une procédure sommaire, avec notamment l'inventaire des faits. Le bordereau apporte les preuves que les faits se sont réellement déroulés de la sorte. Le Président du Tribunal d'arrondissement de Lausanne, soit Lionel Chambour, donne un délai de 10 jours aux occupant·e·s afin de contester les faits ou le « bien-fondé » de la procédure.

3. Les occupant·e·s ont donc la possibilité d'écrire des « Déterminations ». Ils·elles peuvent revenir sur les faits tels que présentés par le/la propriétaire, les contester, en apporter d'autres avec preuves à l'appui. Ils·elles peuvent tenter de démontrer en quoi le cas clair est irrecevable.

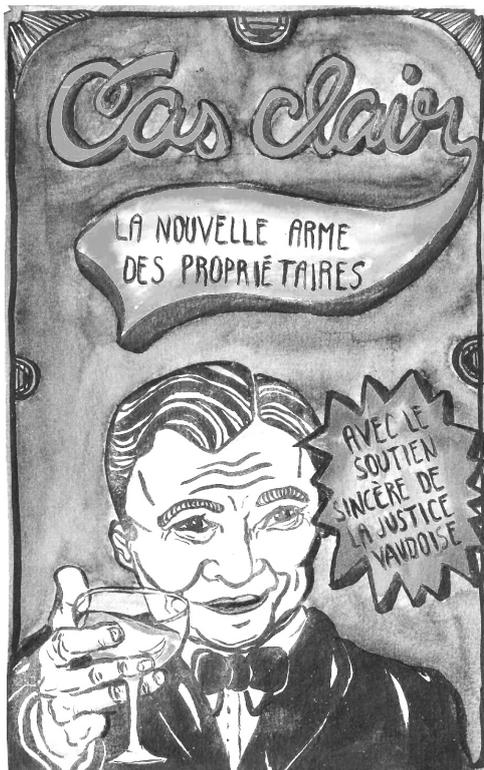
4. Une fois le délai de 10 jours écoulé, le Tribunal d'arrondissement donnera sa décision finale. Si le cas clair est accepté, un nouveau délai tombera, environ de 20 jours, celui qui fixe l'expulsion directe.

A savoir qu'une possibilité de prolonger les délais existent pour les occupant·e·s ! Une fois la sentence du juge tombée, et

contrat de confiance, a de fortes chances d'être utilisée contre le collectif pour prouver que la situation juridique est « claire ». En fait, si dès le départ, le/la propriétaire marque son désaccord avec l'occupation et qu'il·elle détient entre ses mains la position du collectif telle que présentée par ce dernier dans la lettre, il·elle peut facilement prouver l'illégalité de l'occupation. En gros, il y a eu occupation, le/la propriétaire ne veut rien négocier, le collectif doit donc être mis dehors au plus vite : c'est un cas clair.

Tout ça pour dire que le cas clair peut potentiellement mettre à mal plusieurs squats vaudois et que face à cela, le partage entre maisons d'infos et de connaissance sur le sujet est indispensable!

Collectif Angélique de Chine



dans un court laps de temps, le collectif peut demander les « motivations » de ce choix et obtenir ainsi un nouveau délai de 30 jours pour y faire opposition.

Notons encore qu'une lettre envoyée au/à le/la propriétaire, accompagnée ou non d'un

.....

• Contester le cas clair par des Déterminations :

• Il faut obligatoirement donner un/des nom/s pour pouvoir signer les Déterminations. Elles sont jugées irrecevables si elles sont seulement signées au nom du collectif.

• Il n'existe pas beaucoup de voies de sortie pour contester le cas clair. Le collectif peut éventuellement demander une conciliation. La lettre et le contrat de confiance peuvent être utilisés pour montrer la volonté du collectif de négocier. Sinon, il est possible de contester les faits, mais si le/la propriétaire répond immédiatement en prouvant sa version des faits, il n'y aura pas le litige et le cas clair sera validé.

• Le Refuge St-Laurent, représenté par un avocat, a réussi à rendre le cas clair irrecevable. Après, c'est un cas particulier, où en effet il y avait pas mal de choses à redire : l'église qui a porté plainte n'est pas le réel propriétaire des lieux, et les pasteurs de la paroisse, notamment à travers la presse, ont chanté les louanges du collectif R pendant quelques mois avant que l'église demande une procédure sommaire et une expulsion directe.

.....

NON-MIXITÉ

... lexique page 1 et 2

Déconstruction: remettre en question ses privilèges et son comportement.

Élitisme: Se la péter, se considérer supérieur·e à cause de sa formation et/ou de son statut social et ainsi exclure des personnes. C'est une oppression systémique, basée sur un rapport des classes, au même titre que le sexisme ou le racisme.

Hétérosexistes: Présumer toute personne comme étant hétérosexuelle et discriminer les personnes qui ne le sont pas, en plus de considérer que les personnes ayant un pénis sont des hommes et que les personnes ayant une vulve sont des femmes.

Hétéronormativité: Fait que toute personne est présumée hétérosexuelle.

Non-binaires: genres qui ne sont pas strictement masculin ou féminin, qui peuvent se situer entre les deux ou ne pas avoir de rapport ou qui ne sont pas fixes dans le temps.

LGBTQIAP : lesbienne, gay, bi·e, transgenres, queer, intersexe, asexuel (aromantique, agendre), polyamoureux·euses.

Patriarcat: Organisation sociale dans laquelle l'autorité est détenue par les mecs cisgenres. Système d'oppression des femmes et des personnes trans par les mecs cisgenres.

Queers: mot anglais signifiant « étrange ». A l'origine utilisé péjorativement envers elles, les communautés

LGBTQIAP se le sont approprié. Il peut donc se rapporter dans un sens large à toute personne qui en fait partie. Particulièrement associé aux personnes qui se sentent en dehors de la binarité des genres et de l'hétéronormativité

Safe-attitude: Utiliser un langage et se comporter de manière safe, c'est-à-dire utiliser un langage et avoir un comportement non-oppressif.

Trans: personne dont l'identité de genre n'est pas celle qu'on lui a assigné à la naissance.

Validisme: oppression que subissent les personnes qui sont en situation de handicap physique ou psychique.

Viriliste (être): avoir une attitude violente et dominante.

Contre-manif

« 6ème Marche pour la vie »

En septembre 2015, a eu lieu pour la 6^{ème} fois la « Marche pour la vie » à Zürich Oerlikon, organisée par des groupuscules associatifs, religieux et politiques sexistes, misogynes, lesbophobes et transphobes. Nous aimerions parler de mascarade, mais c'est fièrement et à visage découvert que les membres de ceux-ci se sont pavanés dans les rues d'Oerlikon en sortant leur plus bel habillement d'opresseur : soutane et autres costumes ecclésiastiques, costard, T-shirt à représentation mor(t-)bide, etc.

Le but de cette marche funèbre pour les droits inaliénables des femmes, en amont de la journée mondiale pour la dépénalisation de l'avortement, était justement de s'opposer à celui-ci. En matière d'avortement, ajoutons que sans surprise, à nouveau, les personnes trans ne sont ni considérées ni incluses dans le débat.

Alors voilà, une fois de plus les dominant·e·s de la société patriarcale revendiquent leur contrôle sur des corps qui ne leur appartiennent pas ! Avec toutes les conséquences au niveau physique, psychologique et social que cela implique. Leurs arguments patriarcaux et capitalistes entretiennent et alimentent l'homophobie et la transphobie en faveur de la « famille traditionnelle ».

Nous n'allons pas ici rappeler en long et en large que les femmes et toutes les personnes trans (lexique page 3) ont le droit fondamental à mener leur vie de manière digne et de refuser les contraintes et les jugements de personnes non-concernées quant à leur droit et accès à l'avortement sans en rendre des comptes.

Il est temps depuis au moins... TOUJOURS, que les femmes ne soient plus maintenues subordonnées aux hommes et n'aient pas à répondre à une quelconque obsession patriarcale et capitaliste.

Nos corps et nos vies ne sont pas à leur disposition!

En opposition à cet événement, un appel à une contre-manif a été lancé par des groupes autonomes, et celle-ci a tenté d'avoir lieu.

Des groupes et personnes autonomes de plusieurs endroits de la Suisse et des camarades frontaliers et frontalières s'y sont rendu·e·s. Le rendez-vous était à 14h au Marktplatz situé à quelques mètres de la gare CFF. En arrivant, on pouvait voir des personnes potentiellement présentes pour manifester se faire arrêter à la pelle et une trentaine de manifestant·e·s, chantant des chants révolutionnaires, encerclé·e·s par un



cordon de police suréquipé.

Selon les « profils » (drag-queens, groupes de jeunes, personnes habillées en noir, des symboles féministes, etc.), les personnes se sont fait suivre, contrôler et fouiller dans tout le périmètre. On pouvait d'ailleurs compter plusieurs centaines d'agent·e·s de police en uniforme et en civil, des fourgons blindés, etc.

Les masses d'arrestations ont été évaluées à une centaine de personnes, sans mention au droit d'être représentée par un·e avocat·e.

Par ces faits, nous dénonçons et méprisons la violence d'Etat et sa répression, la ville d'Oerlikon qui a accueilli la « Marche pour la vie » et les entreprises privées et organisations qui l'ont soutenue, ainsi que les milliers de personnes qui y ont participé!

La violence ce n'est pas nous, c'est l'Etat!

Collectif My Body, My Rules, septembre 2015

.....
 : **Version francophone du flyer qui**
 : **n'a pas pu être distribué durant la**
 : **manifestation, suite à la répression**
 : **violente.**

Le 19 septembre 2015 a lieu pour la sixième fois dans les rues de Zurich la « Marche pour la vie ». Sous le slogan « un être humain à part entière », plusieurs groupuscules politiques et évangélistes défilent pour « empêcher que la discrimination et la tuerie des personnes non voulues progressent encore plus » et pour préserver la « famille traditionnelle » (entendez blanche, cis-genre et hétérosexuelle).

Nous sommes dans les rues de Zurich afin de protester contre la tenue de cette Marche qui nous accuse d'être des personnes meurtrières, qui nous refuse le droit de décider par nous-mêmes ce que nous faisons de notre corps et qui voudrait nous forcer à entrer dans un modèle familial que nous refusons.

Car oui, nous avortons. Et nous n'avons aucune justification à donner pour les raisons qui nous poussent à le faire.

Car nous ne nous laisserons intimider par aucun curé ni aucun politicien qui prétend qu'il sait mieux que nous-mêmes ce qui est bon pour nous.

Car « famille traditionnelle » n'est rien d'autre qu'un synonyme pour sexisme et homophobie.

Et aussi longtemps que nos oppresseurs seront dans les rues, dans nos familles, sur nos bancs d'école, dans nos livres d'histoire, partout où notre regard se pose, nous serons là pour dénoncer leurs injustices, combattre leurs violences et conquérir notre vie.

Harcèlement policier du collectif Jean Dutoit

La plupart des membres du collectif Jean Dutoit s'étaient réfugiés au printemps 2015 dans le jardin du sleepin de Malley pour s'organiser, se soutenir, mais surtout fuir la répression policière. Ils ont mené une lutte politique dans le but d'améliorer leurs conditions de vie, « de vivre dignement » (cf. TOKUP n° 93). La situation restait loin d'être idéale mais au moins ils avaient trouvé la sécurité pour un temps dans le jardin, dans l'ancienne école primaire de Vennes puis dans les anciens locaux d'Heineken. Aujourd'hui ce n'est plus le cas. La police redouble de violence et s'acharne en matière d'harcèlement. Les personnes qui vivaient à la rue du Closel 11 (Heineken) à Renens ont subi quotidiennement les contrôles racistes avec fouille intégrale, des violences physiques et du racket, et ce juste sur les deux chemins principaux menant à leur maison. À l'heure actuelle, le collectif a quitté l'ancienne usine, mais la répression continue.

Le 3 février 2016, c'est plus de 350 personnes qui sont descendues dans la rue, pancartes et banderoles à la main, pour dénoncer les pratiques d'intimidation de la police sur les personnes du collectif Jean Dutoit !

Voici la version française de leur communiqué du 18 janvier 2016 :

Ça a commencé le 23 décembre 2015 (période de Noël) et continué jour et nuit depuis.

La police, en civil ou en uniforme, se cache dans des voitures banalisées, même des voitures en mauvais état ; elle se cache derrière les buissons ou sous le pont à côté de la maison pendant la nuit afin de nous surprendre et nous bloquer par surprise.

La police contrôle tous les noirs entrant et sortant de la maison, elle bloque les deux chemins accédant à la maison, elle vole notre argent et nos cartes d'identité, permis ou abonnements de train, elle nous enferme le

temps d'un après-midi, d'une nuit, elle entre même dans les bus des t-1 (transport lausannois) pour ça.

Il est arrivé à de nombreuses reprises que la police entre dans les bus t-1 (aux arrêts Renens Village, Boston, Recordon, Chauderon, Galicien, tout au long de la ligne du bus 17 qui mène directement à notre maison) et force les personnes noires à sortir du bus pour les contrôler sous les yeux des autres passagers·gères toujours assis·es, elles. Ça vous rappelle quelque chose ?

Ils ne nous donnent pas de reçu par rapport à ce qu'ils nous prennent (argent et papiers) et aucune justification pour agir de la sorte, personne ne sait où tout cela finit.

Les mêmes policiers et policières contrôlent les mêmes personnes à plusieurs reprises, à intervalles de temps rapprochés. Ceci relève de techniques de harcèlement et c'est pour nous le signe que ces contrôles ont pour but planifié l'intimidation.

S'il est tard le soir et qu'en conséquence

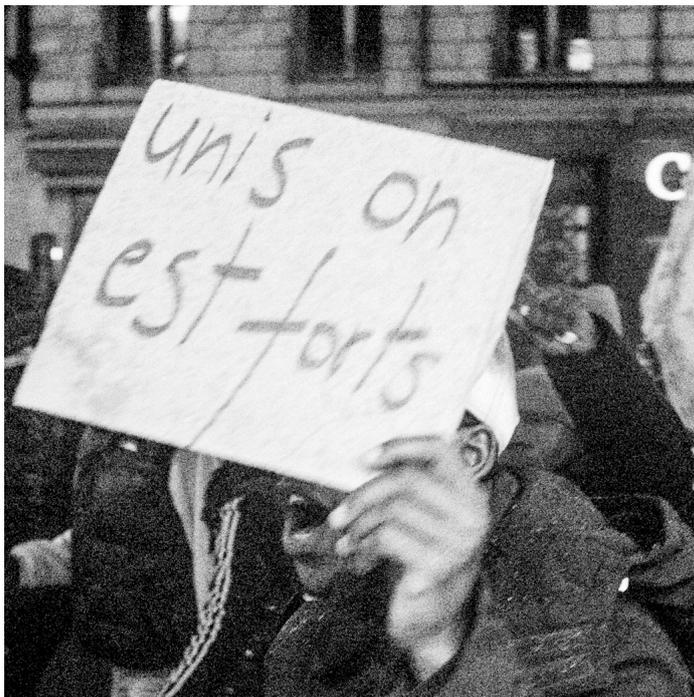
les policières et policiers se sentent dans une position de pouvoir car les rues sont vides et que personne ne sera témoin de leurs actions, ils·elles nous fouilleront, nous demanderont d'ôter tous nos habits (les chaussures aussi) dans le recoin d'une ruelle, ou ils nous bastonneront et nous laisseront à même la rue.

Tout ceci ressemble à une stratégie souterraine qui aurait pour but de vider la maison de ses habitants en silence. Faire régner un climat de peur, pour nous amener à quitter notre seul refuge.

Nous avons droit à la liberté d'expression et à la liberté de mouvement.

La police instaure une stratégie se rapprochant de l'apartheid, elle discrimine en imposant des contrôles sur la base d'une discrimination raciale.

Collectif Jean Dutoit, février 2016



.....
: Slogans lus sur les pancartes lors de la manifestation
: par les habitants de l'usine Heineken :

- WE NEED FREEDOM!
- BLACK IS MATTER!
- MIGRANT IS A HUMAN BEING, CITIZEN IS A HUMAN BEING, EQUAL RIGHT AND JUSTICE!
- STOP POLICE BRUTALITY!
- PEOPLE SHOULD JUDGE ACCORDING TO THEIR CHARACTER NOT BY THE COLOR OF THEIR SKIN!
- POLICE STEAL US!
- STOP AU RACISME!
- BLACK SKIN IS NOT AN ACCIDENT, WE ARE CREATED BY GOD! ONE LOVE!
- YOU BORN FREE, I BORN FREE. BUT WHY I CAN'T MOVE FREE ?
- WE NEED FREEDOM OF MOVEMENT!
- PERSONNE N'EST ILLEGAL!
- ALLOW PEACE TO REIGN!
- WE CAN'T BREATHE. LAISSEZ NOUS RESPIRER!
- STOP RACIAL CONTROL!
- MAKE YOUR JOB NOT OUR POCKETS!
- CHANSON: ONE PEOPLE DIFFERENT COLORS

Honduras: des morts de militantes et militants!

Le CEM-H est une organisation féministe de longue date active dans tout le pays, également dans la région de la Esperanza, au Honduras, où se trouve principalement le COPINH (Conseil civique d'organisations populaires et indigènes du Honduras) et où Berta Cáceres a été assassinée. Le CEM-H se prononce aujourd'hui dans le cadre d'une grande mobilisation à Tegucigalpa qui vient exiger "justice pour Berta".

Cette mobilisation intervient dans le contexte extrêmement répressif de ces derniers jours, marqué par l'augmentation des agressions contre les acteurs et actrices des mouvements indigènes, paysans, noirs et de défense des droits humains, et en particulier par l'assassinat, mardi 15 mars, de Nelson García, camarade du COPINH, survenu quelques heures après l'expulsion de 150 familles paysannes à Rio Lindo (région nord, Département de Cortés) qui avaient récupéré des terres et vivaient à cet endroit depuis deux ans. Selon plusieurs commentaires de différents activistes, la tension est aussi forte que lors du coup d'Etat (juin 2009) et le gouvernement est particulièrement agressif, cherchant à intimider toute organisation face à l'assassinat de Berta.

Ce matin, alors qu'une mobilisation arrivait à la capitale de tous les coins du pays, la Direction des transports a refusé le permis à plusieurs bus urbains, qui n'ont ainsi pas pu acheminer les camarades qui venaient de lointaines communautés. De nombreuses patrouilles militaires circulaient aussi sur les routes et contrôlaient systématiquement les bus. La résistance et la solidarité nationale et internationale s'organisent malgré tout. Une Mission internationale est présente, elle va se prononcer publiquement et doit rencontrer le procureur général. Une Articulation populaire "Justice pour Berta Cáceres" composée de diverses organisations sociales s'est aussi formée et prépare une rencontre internationale pour le 15 avril prochain.



Voici un lien important: un blog qui a été créé autour de l'exigence de justice pour Berta où on trouve tout ce qui est en lien, et notamment des communiqués et photos de la mobilisation de ce jour: <http://justiciaparabertacaceres.blogspot.com/>

HONDURAS BASTA!!!

Extraits du communiqué du COPINH

Le COPINH fait savoir à l'opinion publique que le camarade Nelson García, membre du COPINH, résident de la communauté de Río Chiquito dans le Département de Cortés, a été assassiné par des personnes inconnues. (...) Le camarade a été assassiné alors qu'il arrivait dans sa famille, après avoir aidé toute la matinée à démolir les affaires des familles expulsées de la communauté de Río Chiquito.

L'assassinat est survenu dans le cadre de l'expulsion effectuée contre cette communauté, où environ 100 policiers, 20 effectifs de la police militaire, 10 de l'armée, entre autres groupes armés, ont envahi le territoire récupéré par 150 familles, dans lequel plus de 75 d'entre elles avaient pu construire leurs maisons, tant bien que mal, avec les matériaux qu'ils ont pu obtenir et beaucoup d'effort.

L'expulsion s'est produite le 15 mars à la mi-journée, avec des tracteurs et une lourde infrastructure afin de détruire les maisons de bois dans lesquelles les camarades du COPINH vivaient depuis presque deux ans. Lors de l'expulsion ont également été détruits le potager et les champs semés de la communauté, écrasés avec des tracteurs les plantations de manioc, de bananes et les petits champs de maïs, violant ainsi tous leurs droits. Un four artisanal a même été détruit, et des poules de la communauté ont été tuées. (...).

Le camarade Nelson García a été un militant actif du COPINH, investi dans la défense du droit au logement, important participant du processus de récupération de la terre et de la création de la communauté de Río Chiquito. Nous regrettons vivement cette

nouvelle mort, 13 jours après le vil assassinat de notre coordinatrice Berta Cáceres.

L'assassinat de notre camarade Nelson García et l'expulsion de la communauté de Río Chiquito s'ajoutent à la guerre menée contre le COPINH, visant à détruire son travail de défense, de résistance et de construction politique, en cours depuis plus de 22 ans. (...)

Depuis l'assassinat de notre camarade Berta Cáceres, nous avons été la cible de nombreux incidents, qui montrent que l'Etat hondurien n'a aucun intérêt à protéger notre vie et notre travail. Cela montre également son irrespect des décisions de la Commission interaméricaine des droits humains (CIDH) quant à la mise en oeuvre des mesures de protection qui ont été dictées à notre égard il y a 9 jours.

Comment pouvons-nous avoir confiance dans le processus d'enquête de l'Etat alors que la coordination du COPINH est continuellement harcelée et criminalisée, par la recherche de sa présupposée participation à l'assassinat de Berta, alors que l'on n'investigue pas l'origine des menaces qu'elle avait subies?

Comment pouvons-nous croire qu'il y aura une justice pour Berta, alors que les mesures de protection de sa famille ne sont pas appliquées, que ses filles et ses camarades ont été harcelé-e-s par un homme armé dans la ville de Tegucigalpa au milieu des réunions avec les autorités?

Depuis le jour de l'assassinat de Berta, les locaux du COPINH à La Esperanza ont été surveillés par des personnes inconnues, nous avons été intimidé-e-s du fait de notre maintien dans la résistance, en droite ligne de notre coordinatrice Berta Cáceres.

Les camarades de la communauté de Río Blanco (lieu du projet de barrage Agua Zarca) ont également souffert diverses agres-

sions, (...) (notamment) des tirs d'agents de sécurité du projet hydroélectrique, qui heureusement n'ont blessé personne.

Toutes ces agressions font partie d'un plan de destruction de notre organisation et nous appelons la solidarité nationale et internationale à s'y opposer.

Nous exigeons que cesse la persécution, le harcèlement et la guerre contre le COPINH.

Nous exigeons la justice pour notre camarade Berta Cáceres.

Avec la force ancestrale de Lempira, Mota, Etempica, Berta, nous faisons entendre nos voix pleines de vie, de justice et de paix!

Vive Berta! La lutte continue!

La Esperanza, Intibuca, Honduras, 15 mars 2016.

COMMUNIQUÉ

Le Centro de Estudios de La Mujer- Honduras (CEM-H) accueille à bras ouverts l'arrivée à Tegucigalpa des camarades des peuples indigènes et noirs, en particulier le Conseil civique d'organisations populaires et indigènes du Honduras (COPINH). Nous réitérons notre respect et notre solidarité avec leurs luttes pour la défense des territoires et des biens communs.

Treize jours ont passé depuis le fémicide contre notre camarade indigène féministe Berta Cáceres, et face auquel aucune réponse convaincante en vue d'appliquer la justice n'a vu le jour. Pourtant, des preuves de menaces de mort contre Berta Cáceres indiquent que l'entreprise DESA et son projet Agua Zarca sont les responsables directs. Les pistes de recherche de l'Etat

L'humour oppressif n'est pas militant

vont au contraire dans le sens de criminaliser la lutte sociale, à la tête de laquelle agissait Berta.

Nous souhaitons réitérer le fait que pour nous, le fémicide contre Berta Cáceres comporte une connotation politique, renforcée par sa lutte historique, tenace et infatigable contre le capitalisme, le racisme et le patriarcat néolibéral qui ont approfondi l'exploitation des richesses naturelles de notre pays, générant un impact économique, social et environnemental qui a sapé la souveraineté des peuples. Tout ce système se maintient à travers l'implantation d'une culture de mort moyennant l'installation de la terreur, avec pour objectif l'assassinat de nombreuses femmes en lutte qui résistent dans leurs territoires.

La douleur se convertit en lutte, accompagnée de l'esprit de notre soeur Berta Cáceres, multipliant la rage pour exiger que justice soit faite, et continuer l'héritage d'une pionnière de la lutte antimilitariste.

Nous tenons pour responsables les groupes de pouvoir qui ont utilisé leurs alliés et porte-paroles: les politicien·ne·s, les entreprises privées, les mairies, qui sont complices des processus d'octroi des concessions territoriales, minières, des fleuves et de l'eau.

Nous condamnons l'Etat hondurien qui a renforcé la culture patriarcale au sein de la famille et de la vie culturelle et politique de la société hondurienne, avec pour conséquence la mysogynie et le mépris des femmes qui rompent les schémas de domination établis par le patriarcat.

Nous accompagnons et nous nous réjouissons de la venue dans notre pays des missions internationales formées par des parlementaires de l'Union européenne et latino-américain·e·s, ainsi que de personnes emblématiques au plan de la défense des droits humains du continent, afin d'exiger la justice face au fémicide contre la camarade Berta Cáceres, de même que la libération et la sécurité du camarade Gustavo Castro¹.

En tant que Centro de Estudios de la Mujer – Honduras (CEM-H), organisation féministe en lutte depuis plus de 28 ans, nous ne taïrons jamais notre répudiation des fémicides et de l'impunité qui les entoure.

Vive Berta Cáceres! Notre lutte contre les fémicides continue!

Arrêt de l'impunité! Pas un fémicide de plus!

Tegucigalpa, 17 mars 2016

¹ Le sociologue et activiste mexicain Gustavo Castro, a été témoin de l'assassinat de Berta. Il était présent lors de l'assassinat, et a lui-même été blessé. Il est actuellement retenu par les autorités honduriennes et empêché de sortir du pays.



Cet article pour répondre au fameux « Rooh, ça va, c'est de l'humour. » – argument infaillible afin de justifier les blagues oppressives – et encore mieux, répondre à ceux qui maintiennent que l'humour oppressif, par un miraculeux phénomène métaphysique devient dans leur bouche de l'humour militant – « tu vois, grâce à ma blague sexiste/raciste/homophobe/classiste/transphobe/validiste/*, je montre par l'absurde que les clichés, c'est de la merde. ». Oui, mais non.

L'humour oppressif consiste à reprendre les catégories de populations qui sont discriminées dans notre société – femmes, personnes non-blanches, personnes non-hétérosexuelles, personnes trans* et/ou non-binaires, personnes pauvres, personnes avec handicap·s, * – et de construire des blagues à leur sujet (sous quelque forme que ce soit : une photo, un clip, une devinette, ...). En fait, c'est reproduire les schémas de discrimination à travers l'humour. On retrouve un phénomène similaire avec la majorité des insultes – PD, salope, débile, pute, con, enclulé, * – des expressions qui désignent d'une manière ou d'une autre ces mêmes catégories structurellement opprimées en les rendant insultantes.

L'usage de telles blagues (et insultes), en plus de répéter ces oppressions, les valide et les renforce. Peu importe que le·la locuteur·trice ne « pense » pas réellement le contenu de sa blague. En fait, on s'en fout de ses intentions: trop de choses se passent hors de son contrôle une fois la blague prononcée, et donc bien loin de ses projections initiales. Comment, entre autre, pourrait-on mesurer la réaction d'un public face à une blague oppressive ? Dans la majorité des cas, il est impossible de connaître la répercussion d'une blague chez son auditeur·trice. On peut avoir en face de soi quelqu'un·e qui est sexiste/homophobe/raciste* et la blague ne fera que confirmer ses pensées et ses comportements oppressifs. On peut aussi se trouver en face d'une personne vivant quotidiennement l'oppression systémique transmise par la blague. Dans ce cas, la personne concernée aura de fortes chances de ne pas trouver la blague drôle, même choquante. Et une blague qui blesse quelqu'un·e endurent déjà chaque jour de sa vie une ou plusieurs oppression·s structurelle·s n'a pas raison d'être ! Et pour finir, c'est vrai, on peut tomber sur un public qui rira d'une blague oppressive sans pour autant en approuver son contenu. Mais alors, pourquoi ces rires ? Parce que c'est plus simple ainsi. Oui, c'est facile de rire de ceux qui prennent cher au quotidien. Qui est là pour les défendre ? Et puis le rire, c'est un symbole de cohésion sociale : si tout le monde rit des mêmes catégories de population, une complicité bien confortable peut s'installer. Tou·te·s bien installé·e·s dans la norme, et toujours aussi plein·e·s de bonnes intentions.

Car oui, c'est souvent parmi ce dernier groupe qu'on trouve des rigolo·te·s qui décrivent leurs blagues oppressives comme militantes. Oui-oui, militantes. D'après elleux, l'absurdité du cliché lancé ferait réagir le public, le poussant même à se remettre en question. Qu'on m'explique pourquoi reprendre dans ses blagues des catégories de population sans cesse discriminées perturberait les schémas appris et intériorisés par les destinataires de ces plaisanteries ? Et puis, le plus absurde peut-être, c'est que lorsque que le public répond à la « blague militante » pour dire que « non, ce n'est pas drôle » (oui, parfois ça arrive) et ainsi réagir et remettre en question les systèmes d'oppression, on lui reproche bien vite sa rigidité et son manque d'humour. Cherchez l'erreur. C'est là que prend toute l'importance de l'humour anti-dominant. Rire des hommes, des blanc·he·s, des hétéros, du patronat,* voilà de l'humour militant qui vient réellement bousculer les schémas appris, retourner les cerveaux et créer par le rire une cohésion sociale hors de la norme dominante. (C'est d'ailleurs amusant de voir les populations dominantes grimacer de ces blagues pourtant si anodines lorsqu'elles s'attaquent aux autres). Et quitte à se vouloir militant·e, amusons-nous aussi à ne pas rire aux blagues oppressives, que l'on soit directement concerné·e par l'oppression ou que l'on cherche à devenir l'allié·e des personnes concernées.

Si d'une certaine manière l'humour façonne le monde dans lequel nous vivons, ne vaudrait-il pas mieux le (re)penser et le questionner ?

Et si l'humour est une arme, alors il vaut mieux viser les bons ennemi·e·s.

* L'étoile signale que les listes sont non exhaustives.

Quelques liens pour vous inspirer ou en savoir plus :

<http://www.egalitariste.net/2014/03/07/lhumour-pour-les-nuls/>

<http://www.egalitariste.net/2013/04/21/lhumour-est-une-arme/>

<http://humour-et-blagues-anti-dominants.tumblr.com/>

<http://cestunhommeheterocisblanc.tumblr.com/>

Collectif des blagueuses anonymes

Voir aussi sur la même thématique: Manifeste d'un "enclulé", TOK n° 30, 2002

Pour un champ de tournesols...

Nous habitons là depuis des mois, certain.es depuis plus d'une année, nous luttons pour y rester depuis fin janvier. La municipalité de Renens, propriétaire des deux immeubles de la rue de l'Avenir 5 et 7, nous a jetés dehors par la force.

On le savait depuis quelques jours, l'expulsion était imminente, on avait même vu les flics s'entraîner sur le parking d'en face. Mercredi 30 mars, à cinq heures du matin, dans le silence de la nuit, à l'abri des regards, lorsque tout est permis, iels sont venu·e·s avec les forces d'intervention spéciales de la gendarmerie (DARD), armées, munies de leurs béliers et de boucliers, la rue était bouclée, remplie de fourgons. On les a vu·e·s grimper par les balcons, péter les vitres et défoncer les portes, débouler en hurlant dans chaque appartement. Devant une enfant de deux ans qui pleurait, un flic a lancé « Elle a quoi, elle a faim ou quoi ? ». Une personne diabétique, sur le point de s'évanouir après s'être vue refuser l'accès à l'insuline, a été emmenée en ambulance. Immobilisé·e·s, fouillé·e·s, certain·e·s d'entre nous plaqué·e·s au sol, interdit·e·s de savoir l'heure ou de boire de l'eau, on avait l'impression d'être traité·e·s comme des terroristes. Une personne a été forcée à se coucher par terre, un fusil (ou peut-être un flashball) braqué sur sa tête. Certain·e·s d'entre nous, non francophones, y compris des enfants, avons été séquestré·e·s plusieurs heures dans le local des pompiers pour être fouillé·e·s et identifié·e·s, sans comprendre ce qui allait nous arriver ensuite, car on nous a refusé un·e interprète. D'autres ont été emmené·e·s en garde à vue pendant 3 heures. Mais que le chef de la police vous rassure, tout s'est passé « en douceur ». La douceur de l'État en action.

Nous étions plusieurs dizaines à vivre dans ces onze appartements. Certain·e·s sont parti·e·s, petit à petit, face à la menace, à la fatigue, au risque de perdre son permis de séjour ou de se faire expulser du pays. Nous nous étions réuni·e·s, uni·e·s, dans la résistance. On s'est dit qu'on allait rester, et que si iels voulaient voir ces maisons vides, il faudrait qu'ils viennent nous chercher. C'est pas parce qu'on a une voiture qu'on a le droit d'écraser les autres. On était un groupe hétérogène, on ne se connaissait pas avant cette lutte, mais on s'est soudé par nos projets communs, par l'envie de vivre et de faire vivre ces maisons, de monter une bibliothèque et des discussions, de faire le jardin, de relancer le cinéma plein air. On y vit, on y reste, pas question de négocier un délai pour notre départ.

Deux jours avant la fin des derniers baux, le concierge est venu péter la serrure, et la Muni a mandaté des sécuritas qui ont fait un piquet 24h/24h pendant tout le week-end devant chaque entrée, on a fermé la porte sous leur nez. Elle a adapté ses techniques d'intimidation selon les personnes dont elle pensait pouvoir se débarrasser, puisqu'elle a aussi menacé une famille racisée et dans une situation extrêmement précaire d'arracher



portes et fenêtres si elle restait. Gênée par la présence de familles, elle a envoyé les services sociaux leur trouver des « solutions » : une liste de numéros de téléphone d'agences immobilières et les tarifs d'un camping de la région...

Il y a plus de trente ans, la Municipalité a acheté ces maisons dans le but de les démolir. Elle n'a plus effectué aucun travail d'entretien, tout en continuant à encaisser des loyers jusqu'au 31 janvier 2016. Puisqu'elle n'a pas l'ombre d'un projet, pas même un plan de quartier, elle a monté toute son offensive sur la prétendue insalubrité des bâtiments. Mais c'est pas en deux mois que la situation a radicalement changé. Soit la Muni accepte d'avoir loué des logements insalubres pendant des années, soit tous ces discours alarmistes sur l'état des maisons n'est qu'une mascarade. On a fait venir des architectes et ingénieurs EPFL qui se sont montrés exaspérés face aux mensonges des autorités communales. Mais rien à faire, la Muni n'a jamais tenu compte de leurs rapports d'expertise, elle tient trop à son champ de fleurs. Quitte à mettre des dizaines de personnes à la rue et de laisser un terrain vague au coeur de Renens pendant plusieurs années, subtilement caché par un champ de tournesols. Sentiment que l'absurde règne en maître, rage de voir encore une fois comme le pouvoir politique se justifie lui-même. Une plainte est déposée pour nous expulser.

Quand le juge en impèr' beige est venu nous trasher sur place, nous avons refusé de laisser entrer quiconque. On habite ces mai-

sons, et c'est sûrement pas dans notre salon qu'on va se faire juger. Il s'est vexé, frustré de ne pouvoir jouer son rôle de maître-chanteur, il a appelé le chef des renseignements pour les squats et ses deux molosses en renfort. « Qui êtes-vous donc pour intervenir au milieu d'une audience du tribunal? », lui a-t-on demandé. Faisant abstraction de la deuxième partie de notre question, croyant peut-être que nous ne le connaissons pas et qu'il nous impressionnerait en affichant ses médailles, il s'est présenté comme étant la Force publique, l'Autorité. Quelle mascarade, ce procès. Devant notre refus, les représentant·e·s politiques, leur avocat, le juge, la cour et les flics, main dans la main, se sont lancé·e·s des « on s'téléphone pour se dire l'endroit », et iels s'en sont allé·e·s, sans se retourner. Iels ont délibéré à huit clos, sans nous communiquer l'endroit où iels sont allés.

Résumé des magouilles du juge Lionel Chambour : La municipalité demande les mesures superprovisionnelles pour nous expulser au plus vite (sans convocation d'une audience et sans possibilité de faire appel/recours). Le juge rejette les mesures superprovisionnelles mais accepte les mesures provisionnelles (avec convocation d'une audience et possibilité de faire appel/recours). Il demande que l'audience se tienne sur place et non dans un tribunal (ce qui est illégal) et une fois sur place, il refuse de faire l'audience devant nos maisons et demande de pénétrer à l'intérieur. On refuse. Vexé·e·s devant notre refus, le juge, la cour, les représentant·e·s politiques, leur avocat et les flics, sont partis délibérer dans une salle de spectacle de la ville (!)... Là-bas et sans nous, la municipalité renouvelle sa demande de mesures superprovisionnelles (donc sans possibilité de faire recours/appeal) et cette fois, le juge accepte, et autorise l'expulsion. Nous avons demandé à un avocat ce qu'il en pensait. Il a fait appel à deux reprises contre ces magouilles. Le tribunal cantonal les a rejetés, confirmant les pratiques de ce juge.

Ben oui... toutes les autorités du monde, de droite comme de gauche, ne connaissent qu'un seul langage, celui de l'oppression. Car la Municipalité de Renens, comme tous les propriétaires, n'a d'intérêt que son portemonnaie. Comme toutes les autorités démocratiques, elle justifiera sa violence par des beaux discours et des articles de loi. On peut y croire, car l'oppression et la répression, nous la subissons tous les jours. Qu'il se dise d'extrême gauche ou d'extrême droite, le pouvoir reste le pouvoir. La "ville rouge" nous a jeté·e·s à la rue pour créer du vide. La colère monte. Il y a des responsables, iels ont des noms et des adresses.

Déclaration des membres du Collectif Videnges

Déclaration commune des membres du Collectif Videnges, à l'occasion de l'audience du 28 janvier 2016 (15h15) au Tribunal d'arrondissement de La Côte, Nyon.

Fraîchement expulsés, nous étions sans toit en plein hiver, nous avons donc décidé de nous reloger pour ne pas mourir de froid. Jusque-là, nous avons toujours été conciliants, ouverts, et sans nuisances envers le voisinage. Nous ne faisons rien d'autre que de nous loger dans une maison vide. Nous pensons en effet que chaque être humain devrait avoir un toit, peu importe son origine, son genre, ou son revenu, particulièrement en hiver.

Une question, qui vous permettrait d'apprécier notre point de vue : "Il fait froid, vous êtes à la rue pour x raisons, fin décembre, vous dormez dehors près d'une maison abandonnée ; qu'est ce que vous faites ?" Nous sommes des êtres humains.

Nous essayons de vivre dignement, dans l'honneur et le respect des autres. Vous pouvez nous juger pour des actes que nous aurions pu commettre pour survivre, mais sachez qu'aucune modification, construction, ni dommage n'a été porté sur l'ensemble de la parcelle, ni sur aucun bâtiment, bien au contraire. D'autant que ce bâtiment avait visiblement déjà été squatté avant notre arrivée.

Par ailleurs, lors de notre premier et unique contact avec l'Entreprise Bernard Nicod (que nous avons pris de notre propre initiative le vendredi 18 décembre 2015), les employés que nous avons pu joindre ignoraient l'existence de cette parcelle. Cependant, la conversation que nous avons eu avec un "responsable" fut courtoise et chaleureuse. Un voisin nous a même précisé qu'il n'y aurait aucun ouvrage sur cette parcelle avant 2017.

Dans les faits, nous ne pensons donc toujours pas empêcher de quelconques travaux de renouvellement de plan de quartier, puisque lesdits travaux sont inexistantes.

L'instinct de survie nous a poussé à occuper cette maison, effectivement vide, jusqu'au début des travaux. En effet, nous n'avons pas la volonté de retarder x projet immobilier et provoquer un préjudice par notre présence, autrement nous serions déjà partis de notre propre gré. Nous n'avons pas pour habitude de squatter des chantiers de construction.

Il faut bien comprendre que lors de notre arrivée, nous avons prévenu la commune de Denges par e-mail, et que celle-ci a contacté l'entreprise Bernard Nicod et la gendarmerie. Cette dernière a poussé (comme d'habitude) le propriétaire à déposer plainte contre nous. Tout s'est visiblement déroulé très rapidement : il suffit de constater la date de la procuration de l'avocat de la partie adverse. Alors qu'un accord à l'amiable était possible, et largement moins coûteux, sans passer par la machine judiciaire qui a peut-être autre chose à faire que de gratter dans la précarité.

Nous assumons nos choix de vie, discutables ou non, et de ce fait, nous sommes persécutés de tous côtés. Nous connaissons bien entendu la chanson, celle du droit à la propriété privée. Vous nous accusez de violation de domicile, alors que personne n'habitait là ! Pourtant, la police nous suit, nous contrôle et nous fouille dans la rue.

A notre insu, on prend des photos de nous, nos familles, nos amis, et ce, à tout bout de champ. Mais nous ne sommes pas idiots, il y a de toutes façons quelque chose de malsain derrière tout ça, le contrôle politique au frais du "contribuable". C'est complètement dingue.

Nous avons l'impression d'être des criminels, voire des terroristes. Et lorsque nous nous rendons dans un commerce du village, bien que la plupart des gens soient agréables, si un élu est présent, celui-ci ne nous saluera pas.

Mais si vous avez l'occasion d'observer les



photos prises par la gendarmerie lors de leur descente chez nous le lundi 25 janvier à 19h15, vous pouvez constater que nous sommes consciencieux, propres, et intelligents. A noter que cette descente et leur inspection dans les lieux, ainsi que l'identification des personnes présentes, fut injustifiée, démesurée, et apparemment illégitime.

Ces gens agissent en bandes organisées, et n'attendent que la délibération du tribunal pour exercer leurs spécialités, nous parlons ici d'urine, de destruction de matériel et de verre, d'humiliations, d'insultes, de séquestrations, et, bien entendu, de coups et blessures.

Alors, il n'y a pas de maison, de squat, ou d'occupation illicite, seulement une parcelle du registre foncier. Il n'y a personne qui dort à la rue, tout le monde est bankable, exploitable et chaque individu n'est plus qu'une fraction de statistique. La pluie n'existe pas, le froid non plus, et tout le monde se contente de posséder un smartphone et une connexion 4g. Tout le monde fait la fondue en famille, et il est évidemment impensable de vivre en décroissance, être dissident, ou trouver des alternatives à tout cette injustice et ces inégalités.

Alors nous reformulons notre question : "IL FAIT FROID, VOUS ÊTES À LA RUE POUR X RAISONS, FIN DÉCEMBRE, VOUS SAVEZ QUE CETTE MAISON EST VIDE, ET ON VOUS INFORME QU'IL N'Y AURA AUCUN PROJET DE CONSTRUCTION AVANT DE NOMBREUX MOIS ; QU'EST CE QUE VOUS FAITES ?"

Nous réalisons que cette audience, cette procédure, cette crise du logement, de la précarité, des réfugiés, des roms, des prostituées ou des marginaux, comme la presse aime ainsi les appeler, tout ça n'est qu'une farce. Pire, un business particulièrement bien ficelé. Une simple transaction bancaire. Et dans ce business, par le biais ou l'utilisation de nos situations personnelles, des gens très dangereux et peu recommandables s'en mettent pleins les poches, et peu importe leur corps de métier. La fin justifie les moyens. L'avidité financière, la cruauté, et l'égoïsme, sont

dans ce genre d'affaires exacerbés. En effet, les classes aisées ont mathématiquement besoin de l'instabilité financière des plus modestes pour maintenir et justifier leurs agissements.

Cela s'arrêtera le jour où les asservis auront chassé le dernier oppresseur, et le dernier gardien du grand capital. Nous attendons ce jour avec impatience.

À force de semer la cruauté, la misère sociale et la mort, vous finirez de toutes façons par récolter la haine et le sang. Nous, les précaires de toutes origines, partout dans le monde, et depuis la nuit des temps, constituons un revenu inconditionnel aux promoteurs, politiques, policiers, services publics, magistrats et autres, et, dans ce cas présent, au cabinet d'avocats Gross&Associés, plus particulièrement à Daniel Guignard, spécialiste en droit de la construction et de l'immobilier, vraisemblablement spécialiste des squats vaudois.

Le fait que vous soyez tous rémunérés en ce moment même pour entendre ou lire ceci, ne fait qu'alimenter un peu plus, et ce gratuitement, notre haine contre vous. Et si certains esprits pervers considèrent cette maison comme un bien de jouissance, sachez qu'avant tout, c'est avec notre existence que vous jouez, aussi futile pour vous soit elle. Alors, lorsque vous rentrerez chez vous au chaud ce soir, embrassez votre famille, allumez la télévision, faites ce que vous faites d'habitude, mais gardez à l'esprit, que constamment, nous pensons au mal que vous faites.

Bonne journée.

OCCUPATION DU COLLECTIF YES!

Le collectif Yes! a occupé les anciens bâtiments administratifs provisoires de la commune de Prilly qui étaient vides depuis quatre ans. La présence du collectif a été tolérée jusqu'à la fin mai suite à quoi les habitant-e-s ont dû quitter les lieux, mais a quand même donné lieu à une idée subite concernant la parcelle: Le bâtiment sera démolé pour faire place à une tente de cantine pour le championnat de pétanque¹ suisse prévu à la mi-août (entre-nous c'est une première!). Par la suite, des pavillons provisoires y seraient construits cet automne ou le printemps prochain, mais tout cela reste nébuleux.

Collectif YES!

1. Événement rassembleur d'amateurs d'un jeu de boule très prisé quand il fait beau accompagné généralement de boisson anisée.

LA COMÈTE - FAIRE PART

La maison non-mixte la Comète a été ouverte en novembre 2015 dans la région Lausannoise. Elle regroupe des personnes qui se sont retrouvées pour former un collectif trans-gouines-meufs* qui vit et milite en non-mixité. La maison a existé durant trois mois avant d'être abandonnée pour cause de début des travaux et risque de procédure pénale en cas clair. Durant ces trois mois, nous avons pu prendre le temps pour bien vivre ensemble, inviter les voisins, faire des bouffes et organiser une teuf, une discussion sur la non-mixité, un après-midi théâtre-forum et divers autres petits événements. Si la maison est maintenant vide, le collectif, lui, est toujours là et ne compte pas s'arrêter en si bon chemin.

Collectif la Comète



Action du Collectif "R"

Ce samedi 6 février 2016, des militant-e-s du collectif R - un collectif composé de près de 200 personnes et qui fait vivre un refuge à l'église St-Laurent au centre de Lausanne depuis le 8 mars 2015 ont déployé une énorme banderole de 10 mètres de long sur la cathédrale de Lausanne portant le slogan « Stop aux renvois des réfugiés Dublin ». Cette action vise à dénoncer la politique de renvois menée par les autorités suisses.



Depuis septembre 2015, le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) accélère les renvois des cas Dublin au lieu de favoriser l'intégration des réfugié-e-s de guerre venus de Syrie ou d'Afghanistan ou ceux fuyant la dictature comme en Erythrée. Les accords Dublin permettent ainsi à des pays comme la Suisse de refouler une majorité des demandeurs/euses d'asile vers ces pays frontaliers sans entrer en matière sur les demandes d'asile, la déchargeant ainsi de sa responsabilité d'accueil. Or en Italie, en Hongrie et dans d'autres Etats à la frontière de l'Union européenne, les conditions d'« accueil » prennent toujours plus les traits d'un désastre humanitaire. Face à cette situation inacceptable, l'inaction est devenue coupable; elle ne met pas seulement en danger des vies humaines, elle compromet également notre dignité et notre humanité fondamentales.

Le Collectif R appelle la société civile à se mobiliser largement pour que le droit d'asile, la solidarité et l'hospitalité ne soient pas de vains mots. Près de 3000 personnes ont déjà signé le manifeste du Collectif R qui demande au gouvernement vaudois de tout mettre en oeuvre pour que la Suisse applique la clause de souveraineté en suspendant l'automatisme des renvois Dublin. Pour l'instant, le Conseil d'Etat vaudois est resté sourd à ces appels de la société civile.

Au coeur de l'une des plus graves crises migratoires de l'histoire européenne, le collectif R se bat aussi pour que la ville de Lausanne se déclare « Ville-refuge », mouvement initié par les villes de Barcelone et Madrid. Lausanne doit accueillir les migrant-e-s qui se pressent aux frontières de l'Union européenne. Aujourd'hui, le collectif R demande aux autorités communales: de ne plus prêter leur concours aux renvois forcés de personnes déboutées de l'asile; d'accueillir au moins 1'500 réfugié.e.s de plus, en ouvrant de nouvelles places d'hébergement et en organisant le placement chez les nombreux habitants qui se déclarent prêts à le faire; de mettre sur pied une vraie politique d'intégration, avec des cours de langue et un accès facilité à la formation et au travail.

Lors des 11 derniers mois, grâce à la mobilisation du refuge de St-Laurent, 24 personnes ont échappé à un renvoi et leur demande d'asile est désormais examinée par Berne. Plus de 70 autres sont actuellement soutenues par le collectif R en vue d'obtenir un traitement similaire. Notre lutte de désobéissance civile contre les renvois et pour une vraie hospitalité envers les réfugié-e-s continue!

Depuis mardi 26 avril 2016, le refuge a déménagé avec ses 10 occupant-e-s à la paroisse catholique de Mon-Gré, boulevard de Grancy 19 à Lausanne. Le conseil de paroisse catholique du Sacré-Coeur ouvre ses bras aux réfugié-e-s en mettant à leur disposition la chapelle Mon-Gré.

Collectif R
www.desobeissons.ch

Synthetic Biology Bullshit Bingo

Le 16 février 2016 a eu lieu une action ludique de perturbation d'une table ronde sur la biologie de synthèse à l'UNIL (université de Lausanne). Dans un auditoire garni d'une cinquantaine de scientifiques, un panel d'expert·e·s en biologie de synthèse, sociologie, éthique et environnement était invité à débattre des impacts sociaux des percées de la recherche. Pas un mot en français évidemment, et absence du « grand public ». Quelques personnes toutefois étaient venues pour lancer le jeu du Bullshit Bingo, distribuant au début des débats une invitation à crier « Bingo ! » chaque fois qu'un·e expert·e prononçait une des phrases, répertoriées dans la grille du Bingo, typiques de ces pseudo-débats servant à prévenir toute contestation.

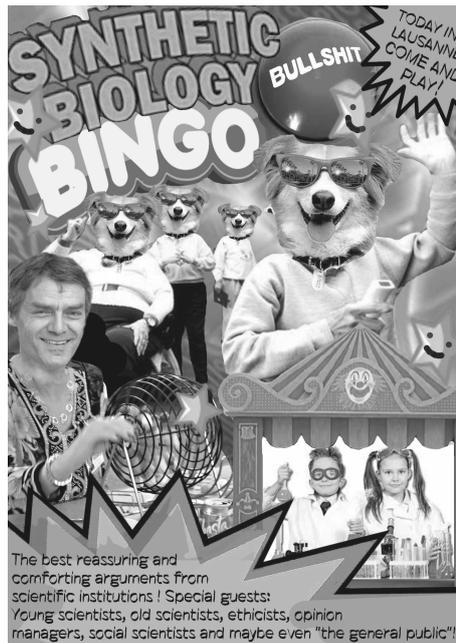
Et elles n'ont pas manqué, les occasions de crier « Bingo » ou « Bullshit », lors des différentes interventions sur la (non-) responsabilité des chercheurs et la neutralité de la science, sur l'importance des commissions éthiques pour réguler les « dérives » de la technologie ou sur le parallèle entre la biologie de synthèse et les OGM. Admettons aussi qu'un bon nombre de remarques intéressantes ont émergé, mais sans qu'il y ait le moindre impact : d'une part, les plus fondamentales comme celles d'un jeune chercheur qui se questionnait sur la perception du vivant comme machine n'ont pas été discutées, d'autre part les multiples stands d'entreprises de biotech qui remplissaient le hall du bâtiment n'allaient aucunement être dérangés quoi qu'il se passe dans cet auditoire.

Certain·e·s intervenant·e·s étaient un peu déstabilisé·e·s par les Bingo-marqueurs-de-conneries, d'autres arrivaient très bien à se la jouer grand-seigneur-j'ai-de-l'humour. Le public, plutôt irrité, n'a pas voulu participer au jeu et à fini par applaudir une de leurs pairs qui a plaidé que les opposant·e·s avaient une perception faussées des dangers, par exemple quand les nouvelles biotechnologies réduisent en fait l'utilisation des pesticides... La palme du Bullshit Bingo est revenue au professeur Van Der Meer qui a en introduction présenté le potentiel prometteur (notamment financier) de la biologie de synthèse et qui dans le débat a dit qu'en tant que chercheur il s'en foutait de l'impact de ses recherches sur l'économie. En l'occurrence sur les paysan·ne·s dont les productions de plantes médicinales, de vanille ou d'autres arômes seraient rendues inutiles par les nouvelles bactéries synthétiques qui produisent des molécules équivalentes en bioréacteur.

Qu'est-ce que la biologie de synthèse ?

Vous avez aimé les OGM ? Vous allez adorer la « synthetic biology » ! La « BS », comme on dit dans le jargon, est un nouveau domaine du génie génétique qui ambitionne de construire des « systèmes biologiques » et des organismes vivants totalement artificiels. Notamment en fabri-

cant de l'ADN nouveau, à partir de « biobriques » standardisées et de principes d'ingénierie. Les acteurs de ce domaine vulgarisent la biologie de synthèse en parlant de lego ou de mecano du vivant : tout est découpé en parties et ré-assemblé correspondant à des fonctions. Concrètement, différentes technologies de type « ciseaux biomoléculaires » qui sectionnent l'ADN à des endroits précis permettent déjà de modifier beaucoup plus facilement un grand nombre de gènes, pour un prix beaucoup plus bas qu'avant.



On savait déjà que les scientifiques n'ont aucune limite de principe, maintenant leurs nouveaux joujoux technologiques leur donnent les moyens de s'en donner à cœur joie : dès le niveau étudiant, il est devenu banal de commander des morceaux d'ADN sur internet et de les assembler pour produire des biomachines, transformer des cellules ou des organismes vivants. Le vivant est maintenant devenu un vaste chantier d'ingénieur. La vision mécaniste du vivant initiée avec Descartes est maintenant aboutie et imposée au monde par une ultra-minorité de savants et d'industriels.

La Recherche promet une énième révolution industrielle, notamment grâce aux bactéries artificielles qui servent déjà à la production d'arômes et de médicaments, et qui pourraient rapidement ruiner des millions de paysan·ne·s en industrialisant leurs productions. Sans compter le développement annoncé de bio-carburants et de bioplastiques pour pallier à la raréfaction du pétrole en digérant des mégatonnes de biomasse qu'on ira piller dans les pays pauvres. Tout cela est vendu comme écologique, tout comme les mythiques bactéries dépolluantes qui nettoieraient les dégâts précédents de l'industrie. Ces technologies ouvrent aussi de merveilleuses perspectives comme l'invention à bon marché de nouveaux virus à usage militaire, et relancent le débat sur l'amélioration génétique de l'humain.

Laboratoires de recherche à Lausanne

L'UNIL a mis au concours en 2015 deux postes de professeur·e·s en biologie synthétique, avec mandats de recherche et d'enseignement, censé·e·s entrer en fonction en janvier de cette année. Le Maerkl Lab du professeur Sebastian Maerkl (<http://lbnc.epfl.ch/>) est déjà actif depuis plusieurs années dans ce domaine à l'EPFL, ainsi que le professeur Yaakov Benenson à l'EPFZ. Tous deux font partie, avec Van Der Meer, de la commission de nomination des nouveaux postes à l'UNIL. Il s'agit clairement pour ces institutions de se positionner dans un domaine qui draine beaucoup d'argent, mais aussi de maintenir la Suisse comme ce haut-lieu de la biologie synthétique qu'elle est grâce à des entreprises comme Evolva.

Est-ce que ces gens vont longtemps encore pouvoir tranquillement jouer à transformer le vivant, c'est-à-dire notre réalité, tout transformer en chair à chercheur, sans être inquiétés ? Pourquoi ne pas nous mobiliser dès maintenant, sachant que les labos sont à côté de chez nous ? Il est temps de briser leurs rêves, qui sont nos cauchemars !

D. Zerteur

Dolce Vita, a Music Club : un livre par et pour ses patrons

Énième et peut-être ultime soubresaut des nostalgiques de la « Do » après le film *Bouge !* de Frédéric Hausmann (tokup n°89, été 2014), ce volume auto-commémoratif est à l'image de ce que fut ce club rock : beaucoup d'images et de fête, mais bien peu de texte, de lutte et de réflexion. Le tout auréolé d'une mythologie rebelle contredite par des jeux de pouvoir et d'égo refoulés de la mémoire collective par une génération qui y a brûlé ses meilleures années.

Dans cet encombrant livre d'art (grand format de 2kg) marquant les 30 ans de la création du lieu, les paradoxes s'étalent dès la couverture. Le titre « A Music Club - Lausanne Switzerland » (in english please) reflète cet esprit select de clubbing, quand bien même le contenu fait largement appel à l'imagerie contestataire de Lôzane Bouge, aux luttes des années 1980 pour un centre autonome, à l'affaire des fiches et à l'esprit punk destroy de ces années où il fallait que saute le couvercle de la morne grisaille helvétique.

Quoique plutôt réussies, les photographies (principalement l'oeuvre de Pierre Leresche) sont presque exclusivement des portraits d'artistes qui se sont produits sur scène. Dans les textes sommaires quand même rassemblés, il n'y a pas plus de place pour les personnes qui ont fait vivre le lieu depuis la base, qui ont constitué un autre type de « scène » sans laquelle ni les patrons de club ni les artistes ne seraient rien. Les témoignages sont uniquement le fait de patrons-fondateurs ou de diverses personnalités y pleurant avant tout leur jeunesse perdue. Certains sont plus ou moins touchants (Mix et Remix, Stefan Eicher), d'autres carrément pathétiques. Dans ces récits intégralement masculins, les femmes sont tout juste mentionnées comme bonnes à faire le bar (dans un cas même la programmation), quand elles ne sont pas simplement des avatars « sexy » d'une vie nocturne plus ou moins underground. La banderole « Fuck the girls » que l'on voit sur une des photos (pp. 12-13), à côté de « Les chiottes c'est par là », condense à elle seule cette vision très progressiste de la « révolte ». Le sommet est atteint avec le billet de Pierre Keller, ancien directeur de l'ECAL, pour qui l'intérêt de la Dolce était de pouvoir s'encanailler comme à New York (!). De surcroît, ce personnage à l'égo notoirement surdimensionné n'arrive pas à s'empêcher de profiter du crachoir pour se lancer des fleurs à lui-même. On se demande juste pourquoi les auteurs ont jugé nécessaire de publier cette caution institutionnelle même avec 30 ans de recul.

On ne connaît que trop les références opportunes de ces rockers-caviar au monde à la fois inquiétant et attirant de la nuit, des bas-fonds, de la marge, voire même à l'anarchie, qui semble se définir dans cet ouvrage par des hectolitres de bière, de dope et d'excès en tous genres, mais jamais par des questionnements ou des propositions sur le mode de fonctionnement et d'organisation. On trouve bien quelques bribes de contexte sur l'évolution des modes artistiques, mais c'est surtout pour illustrer le génie et l'avant-gardisme de la programmation. Résultat prévisible : un ouvrage ronronnant ultra personifié, étalant comme gage de réussite les grands noms qui sont passés par là, sans aucune amorce de réflexion collective et auto-critique sur l'échec du passé, son articulation avec le présent ou d'éventuelles expériences à transmettre pour l'avenir.

Dolce Vita, a Music Club – Lausanne Switzerland / Ass. 30, rue César-Roux. - Lausanne : L'Âge d'homme, 2015, 239 p.

é una vita difficile!

**BOUFFE POP TOUT LES JEUDIS DÈS 20H.
À L'ESPACE AUTOGERE, CÉSAR-ROUX 30, LOZANE**

**COURS DE FRANÇAIS TOUTS LES MARDIS À 19H.
À LA BARAKA, 1 RUE DU TERMINUS, RENENS**

MER 15 JUIN DÈS 19H AU SOLITAIRE, RTE ROMANEL 102, LOZ

.....
apéro - bouffe pop et concerts ROLANDO BRUNO (cumbia) +
MONTHS OF INDECISION (folk) + DJ's

MER 15 JUIN À LA BARAKA, 1 RUE DU TERMINUS, RENENS

.....
jam session

16-17-18 JUIN À L'FMR, 14 ROUTE DE LAVAU, CORSEAUX (VEV EY)

.....
minifest freeprice - concerts, projections, pizzas au feu de bois

LUN 20 JUIN DÈS 22H AU PORN DIESEL, CHATELARD 103, LOZ

.....
concerts surf rock DEMON VENDETTA + MULLET MONSTER MAFIA + DJs

DIM 26 JUIN DÈS 19H AU SOLITAIRE, RTE ROMANEL 102, LOZ

.....
bouffe pop prix libre et bar de soutien antirep

MER 29 JUIN À LA BARAKA, 1 RUE DU TERMINUS, RENENS

.....
FREE JAZZ-RAP NOIZE CONCERT

SAM 9 JUILLET À L'ESPACE AUTOGÉRÉ (À CONFIRMER !)

.....
soirée playback (consulter le site <http://espaceautogere.squat.net/>)

LECTURE

REFUSER DE PARVENIR, IDÉES ET PRATIQUES

Ce recueil collectif de 300 pages coordonné par la CIRA et co-édité avec Nada (Paris) est désormais disponible dans toute bonne librairie. Il peut aussi être obtenu à prix préférentiel sur place au CIRA.

Nous vivons aujourd'hui sous l'injonction de la réussite. Réussir, c'est se livrer corps et âme à la compétition pour se hisser au-dessus des autres. Certain·e·s, pourtant, refusent de gravir les échelons et de se compromettre avec le pouvoir.

Le refus de parvenir a été et reste largement pratiqué et discuté au sein du mouvement anarchiste, depuis Michel Bakounine, Élisée Reclus et Emma Goldman jusque dans les luttes actuelles, en passant par les syndicalistes révolutionnaires du début du XX^e siècle.

Ce recueil, qui compile contributions originales, entretiens actuels et traductions inédites, propose de découvrir différents aspects de ce principe radical d'insoumission.

«Tant que notre triomphe ne sera pas en même temps celui de tous, ayons la chance de ne jamais réussir ! » Élisée Reclus

CIRA - Centre international de recherche sur l'anarchisme
Avenue de Beaumont 24 / 1005 Lausanne / info@cira.ch
horaires d'ouvertures et catalogue en ligne : www.cira.ch